

Questions orales

Là encore, ma question est très simple. Le ministre envisagera-t-il de modifier sa politique et expliquera-t-il aux propriétaires de maison, aux hommes d'affaires et aux agriculteurs qui ont perdu leur entreprise ainsi qu'aux travailleurs qui ont perdu leur emploi à cause de cette politique, leur expliquera-t-il pourquoi il s'y tient?

● (1130)

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, encore une fois, le député est très vague quand il fait allusion au maintien de cette politique. Il a posé une question sur la masse monétaire.

M. Beatty: Vous êtes ridicule, Allan. Asseyez-vous!

M. MacEachen: J'ai répondu à cette question, et le député a laissé tomber pour bifurquer vers le dollar canadien et son influence sur les taux d'intérêt.

M. Wilson: Vous ne voulez pas répondre à celle-là!

M. MacEachen: Il a fait allusion au programme énergétique national, à l'Agence d'examen de l'investissement étranger, et enfin au budget. Il est difficile de répondre à cet assemblage hétéroclite de panacées économiques que nous a servi le député.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES**LE SORT DES CHÔMEURS—ON DEMANDE DE MODIFIER LES POLITIQUES DU GOUVERNEMENT**

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Madame le Président, j'ai également des questions à poser au ministre des Finances. Il devient chaque jour de plus en plus évident qu'on ne peut pas relancer l'économie aux dépens des chômeurs du Canada et qu'on n'a pas le droit de demander à 1.5 million de chômeurs, ou quel qu'en soit le nombre, de faire les frais de la politique sociale et économique du gouvernement libéral.

Comme le nombre de chômeurs dépasse actuellement le million d'après Statistique Canada, qu'il y a également 745,000 autres chômeurs qui passent inaperçus car ils ont renoncé à chercher du travail et ne sont pas inclus dans la statistique, et que cela représente 15 p. 100 de la population active, je demande au ministre si ces gens vont devoir faire encore longtemps les frais de cette politique? Quand le ministre des Finances se décidera-t-il à admettre qu'on a absolument tort de demander à ces gens d'en faire les frais? Quant va-t-il changer cela et nous présenter une politique pour commencer à remettre le pays sur la voie de la prospérité?

Des voix: Bravo!

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Le député a posé une question

sérieuse. Permettez-moi de lui dire que le taux de chômage désaisonnalisé est tombé ce mois-ci de 8.6 p. 100 à 8.3 p. 100.

Des voix: Oh, oh!

M. MacEachen: C'est toujours un pourcentage très élevé, mais je rappelle au député qu'aux États-Unis le taux de chômage atteint 8.9 p. 100 et que tous nos partenaires industriels...

Des voix: C'est de leur faute!

M. MacEachen: ... connaissent un taux de chômage plus élevé que la normale.

M. Nielsen: Cessez de vouloir les rattraper!

M. MacEachen: C'est parce que nous sommes en pleine récession internationale. Afin de surmonter la récession internationale chez nous, le député me demande de donner au Canada des stimulants et de dépenser dès maintenant de cinq à dix milliards pour produire des résultats à court terme. Si nous le faisons, ces résultats ne se feraient pas sentir avant six ou sept mois alors que nous attendons une reprise internationale. Nous pourrions alors profiter de cette reprise internationale qui nous apportera plus d'emplois et un meilleur taux de croissance que si nous agissions immédiatement, ce qui aggraverait nos difficultés et nous empêcherait de profiter de cette prochaine reprise.

M. Baker (Nepean-Carleton): Allan, vous êtes tout seul!

M. Nielsen: Ne vous sentez-vous pas seul?

LES MESURES POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES CANADIENS

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Je signale au ministre qu'il ne saurait désaisonnaliser les difficultés que le chômage entraîne pour ces gens.

Des voix: Bravo!

M. Deans: Je lui fais remarquer que s'il y a une relance économique sur la scène internationale, nous en bénéficierons de toute façon. Toutefois, il demeure qu'au pays même diverses initiatives s'imposent et nous n'aurons certainement pas le loisir de ne pas les prendre.

Étant donné la pénurie de logements, les difficultés très concrètes que connaît le secteur de la fabrication des machines agricoles, les problèmes qui accablent le secteur forestier, enfin, les malaises qu'on éprouve d'un bout à l'autre du pays dans des domaines touchant la production nationale en général, le ministre peut-il nous dire s'il n'existe pas de solution que le gouvernement pourrait adopter et qui répondrait aux besoins des Canadiens, d'une part pour les services et les produits, et de l'autre pour les emplois?